

TUNISIE

L'agression de ses délégués ne fait que renforcer la détermination d'Amnesty International à soutenir les défenseurs des droits humains

Index AI : MDE 30/028/01

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Deux délégués d'Amnesty International rentrent aujourd'hui (vendredi 5 octobre 2001) à Londres d'une visite officielle en Tunisie, au cours de laquelle ils ont été appréhendés et maltraités par des membres en civil des forces de sécurité. Ils avaient été envoyés dans ce pays pour y assister au réexamen en appel du cas du défenseur des droits humains Moncef Marzouki et du syndicaliste Lotfi Idoudi.

« Les autorités tunisiennes n'ont absolument pas reconnu la gravité de cette agression. Nous nous apprêtons à porter plainte auprès du ministère public au nom de nos deux délégués », a déclaré Amnesty International.

Après cette agression, l'organisation a tenté à maintes reprises de contacter par téléphone et par écrit les ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Droits de l'homme, mais elle n'a obtenu aucune réponse. Hier, les délégués ont pris part à une réunion, programmée avant leur arrivée à Tunis, avec le ministre tunisien chargé des Droits de l'homme, Slaheddine Maaoui, qui n'a aucunement dissipé les inquiétudes d'Amnesty International.

« Presque une semaine après les événements, aucune enquête n'a été ouverte sur l'agression, et les autorités n'ont aucunement fourni l'assurance que les personnes avec lesquelles les délégués avaient été ou seraient en contact ne seraient pas victimes de nouveaux actes de harcèlement », a déploré Amnesty International.

Juste avant leur départ de Tunis, les délégués ont reçu la visite d'un fonctionnaire du ministère des Droits de l'homme, qui leur a restitué la majorité des

effets personnels qui leur avaient confisqués au moment de l'agression. Néanmoins, leurs documents et leurs pellicules photographiques ne leur ont pas été rendus.

L'agression dont ont fait l'objet les deux délégués d'Amnesty International s'inscrit dans le cadre de la campagne d'intimidation et de harcèlement que mènent sans relâche les autorités contre les défenseurs des droits humains en Tunisie, dans le but de les réduire au silence. L'organisation s'est déclarée préoccupée de manière répétée par les nombreux cas de militants des droits humains qui sont régulièrement harcelés par le régime, mais à ce jour, aucune mesure n'a été prise en vue de mettre fin aux attaques quotidiennes dont ils sont victimes.

« Si l'agression dont les deux délégués d'Amnesty International ont été les cibles était destinée à nous dissuader de soutenir les défenseurs tunisiens des droits humains, c'est un échec total. Ces événements n'ont fait qu'aviver notre inquiétude pour ces militants, et nous allons dès à présent faire preuve d'une vigilance accrue », a conclu l'organisation.

Complément d'information

Les deux délégués d'Amnesty International, Jérôme Bellion-Jourdan et Philip Luther, ont été agressés dans le cadre d'une visite officielle en Tunisie, où ils devaient assister au réexamen en appel du cas du célèbre défenseur des droits humains Moncef Marzouki et du syndicaliste Lotfi Idoudi (voir le *Bulletin d'information 173/01* du 29 septembre 2001, index AI : MDE 30/026/01). Au cours de la deuxième nuit de leur visite d'une semaine, ils se sont vu barrer la route à Tunis par des agents de police, alors qu'ils rentraient d'une réunion avec un défenseur tunisien des droits humains. Ils ont ensuite été contraints à monter dans une voiture banalisée en présence de policiers en uniforme, puis conduits dans une rue sombre où on les a fait descendre du véhicule. Là, à l'abri des regards, un des délégués a été agressé

physiquement par un membre en civil des forces de sécurité, tandis qu'un autre s'emparait de son sac. Après qu'un des membres des services de sécurité leur eut pris de force leurs effets personnels, notamment un ordinateur et tous leurs documents, les deux délégués ont été relâchés.

En Tunisie, tous ceux qui contribuent à la défense des droits humains s'exposent à un harcèlement quotidien, tant dans le cadre de leurs activités professionnelles que de leur vie privée. À la mi-août, moins d'une semaine après sa mise en liberté provisoire, la journaliste Sihem Ben Sedrine, sa famille et de nombreux défenseurs des droits humains ont été attaqués par des individus qu'ils ont identifiés comme étant des policiers en civil, alors qu'ils se rendaient à une réception organisée pour fêter sa libération. Actuelle porte-parole du Conseil national des libertés en Tunisie (CNLT), Sihem Ben Sedrine avait été arrêtée à son retour à Tunis, le 26 juin. Libérée le 11 août à la suite d'une intense campagne de soutien, elle risque à tout moment d'être déférée devant un tribunal pour diffamation, en raison des propos qu'elle a tenus sur l'indépendance de la justice le 17 juin sur la chaîne de télévision privée *Al Mustakillah*, qui émet depuis Londres. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>